

Covid-19 et les défis de la gouvernance mondiale: Quelles leçons pour l'Afrique ?

Ndabereye Nzita Mugambi Paulin

Docteur en Relations Internationales, Professeur à l'Université de Lubumbashi, RD Congo

Copyright © 2021 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the **Creative Commons Attribution License**, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: Apart from its financial, economic and political consequences, the unpredictable Covid-19, has revealed to us the role and functions of borders in the contemporary globalized world. Indeed, the appearance of the corona virus in Wuhan in December 2019 made it possible to understand that the globalized society to which we belong is characterized by a profound fragility to the point that it is only through concerted action that we will be able to overcome this pandemic. It is in this perilous situation that a need for unity and solidarity arises and emerges, solidarity between States and Nations and solidarity within them between social classes and generations.

The covid-19 highlighted the limits of ultra-liberalism and individualism. Market rules alone can no longer rule the world. Global governance will henceforth integrate, in addition to the political, economic and financial, the new areas of interest recognized as paramount, namely health, now seen as a major component of collective security, the environment and the question of equality.

When Covid-19 reached sub-Saharan Africa, experts predicted a catastrophic situation with a rapid and exponential increase in the number of patients. Nevertheless, the virus spread more slowly than expected and most countries do not yet appear to have reached the peak of the epizootic.

This reflection allows us to draw lessons that the world and especially Africa can learn from the development of this pandemic.

KEYWORDS: Covid-19, governance, Africa.

RESUME: En marge de ses conséquences financières, économiques et politiques, l'imprévisible Covid-19, nous a révélé le rôle et les fonctions des frontières dans le monde globalisé contemporain. En effet, l'apparition du corona virus à Wuhan en décembre 2019 a permis de comprendre que la société mondialisée à laquelle nous appartenons est caractérisée par une profonde fragilité au point que c'est seulement par une action concertée que l'on pourra venir à bout de cette pandémie. C'est dans cette situation périlleuse que naît et émerge un besoin d'unité et de solidarité, solidarité entre les Etats et les Nations et solidarité à l'intérieur de celles-ci entre les classes sociales et générations.

Le covid-19 a mis en lumière les limites de l'ultra libéralisme et de l'individualisme. Les règles du marché ne peuvent plus, seules, diriger le monde. La gouvernance mondiale intègrera désormais en plus du politique, de l'économique et du financier, les nouveaux pôles d'intérêt reconnus primordiaux que sont la santé, désormais perçue comme une composante majeure de la sécurité collective, l'environnement et la question de l'égalité.

Lorsque le Covid-19 a atteint l'Afrique subsaharienne, des experts ont pronostiqué une situation catastrophique avec une flambée rapide et exponentielle du nombre de malades. Néanmoins, le virus s'est propagé plus lentement que prévu et la plupart des pays ne semblent pas encore avoir atteint le point culminant de l'épizootie.

Cette réflexion, nous permet de dégager les leçons que le monde et surtout l'Afrique peut tirer du développement de cette pandémie.

MOTS-CLEFS: Covid-19, gouvernance, Afrique.

1 INTRODUCTION

Se révélant le 29 décembre 2019 dans la province chinoise de Wuhan, le Covid-19¹ a fini par englober le reste du monde, semer désolation, panique, angoisse et confusion et contraindre des centaines de millions de personnes au confinement et à la sédentarisation forcée. Cette épizootie, totalement imprévisible et indétectable, a frappé au Nord avant le Grand Sud et consacre une mondialisation de la peur. Elle ébranle toutes nos certitudes et provoque un sentiment d'impuissance et de résignation et un questionnement de la capacité des Etats à gérer et à surmonter une crise sans précédent. Impactant significativement les économies des pays du monde, le Covid-19 est à la base de la fermeture des frontières qui, de tout le temps, permettaient à différents pays du monde d'être en connexion par plusieurs voies et moyens de communication.

En effet, les pays du monde entier n'ont guère été isolés comme ils l'auraient été pendant la période de la pandémie. Avec cette maladie, chaque pays a pensé fermer ses frontières pour éviter le risque de contamination à grande échelle au point que les pays qui, traditionnellement étaient ouverts aux divers moyens de communication, ont vu leurs activités se rétrécir. Ces réactions nationales sont riches d'enseignement sur le rôle et les fonctions des frontières dans le monde globalisé contemporain. En effet, comme le virus se singularise par une forte contagiosité et que le mode de transmission se fait entre êtres humains, la vitesse de propagation du virus à l'échelle mondiale informe sur les interactions à travers les frontières. En réponse, l'omniprésence de la frontière dans la rhétorique des chefs d'Etat et de gouvernement renseigne sur l'idéologie et la symbolique dont sont toujours porteuses les frontières. La pandémie constitue un moment opportun pour comprendre le rôle ambivalent des frontières nationales. Le déplacement des personnes a été presque entièrement suspendu, la circulation des biens et marchandises ne pouvant s'opérer que par fret. Les mouvements des populations d'un pays à un autre, ont été interdits et certains pays l'ont compris en retard. Un tel mouvement d'échange des biens et des marchandises, même s'il peut soulager tant soit peu, il ne peut pas répondre entièrement aux attentes du peuple qui, dans les circonstances où il n'y avait pas Covid-19, certaines marchandises étaient accompagnées de leurs propriétaires. C'est autant dire qu'avec le Covid-19, le commerce international a rétréci le volume de biens et de services à changer. Cumulativement, les prix des biens et services sur le marché ont augmenté pour des raisons d'incertitude, l'opérateur économique n'étant pas rassuré de quand et comment son stock sera renouvelé.

Le confinement, stratégie pensée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) parmi les mesures barrières, au lieu de relever l'économie, l'a plutôt affaiblie. Les secteurs les plus concernés par cette mesure sont principalement les lieux de rencontre de plusieurs personnes notamment les églises et autres confessions religieuses, les écoles, les activités sportives, les bars, les restaurants, les salles de fête, les salles de spectacles (théâtres, cinémas...), etc. Le confinement a concerné aussi les frontières internationales. Du coup, une grande partie de la circulation aérienne a été interrompue. Seuls les aéronefs transportant les marchandises sont admis au vol tandis que ceux transportant les passagers se voient condamnés au sol. Dans certains pays, une telle mesure a été prise sur les vols nationaux dans le but de diminuer les risques de propagation de la pandémie. C'est le cas particulièrement de la République Démocratique du Congo. Diverses activités qui se menaient parallèlement avec l'aéronautique en paient le prix. C'est le cas de l'industrie touristique, les hôtels, les restaurants, les agences de voyages, les facilitateurs de voyages, les manœuvriers, l'industrie pétrolière et autres intervenants, sans oublier qu'à l'arrivée ou au départ des avions, certains autres services sont rendus grâce aux différentes rotations (service de sécurité, sous-traitance, etc.).

Au-delà de ceci, la pandémie de Covid-19 révèle la crise de la gouvernance mondiale. Cette pandémie ne marquera pas la fin de la globalisation, mais elle remettra en cause sûrement un certain nombre de ses modalités et de ses présupposés idéologiques, dont notamment le fameux triptyque néolibéral: ouverture des marchés, recul de l'Etat, et privatisations. Cette remise en cause était engagée avant même le début de la crise. Elle s'accroîtra après.

Lorsque le Covid-19 a atteint l'Afrique subsaharienne, des experts ont pronostiqué une situation catastrophique avec une flambée rapide et exponentielle du nombre de malades. Néanmoins, le virus s'est propagé plus lentement que prévu et la plupart des pays ne semblent pas encore avoir atteint le point culminant de l'épizootie. Il y a une grande crainte par rapport aux pays africains, car on sait que les populations sont plus entassées et les systèmes sanitaires peu performants. Cependant, l'Afrique a connu et su affronter plusieurs pandémies, dont par exemple Ebola, qui a été maîtrisé. Concernant le Covid-19, le continent est relativement épargné pour l'instant. Et ce, probablement pour des raisons démographiques puisque la population

¹ C'est un terme abrégé pour signifier le Corona virus apparu en 2019 (CO pour signifier Corona ; Vi pour traduire le virus ; deases qui signifie maladie et 19 pour fixer l'année 2019 pendant laquelle le virus est apparu. Ce mot peut s'écrire au masculin et au féminin, mais nous avons opté pour le masculin.

est très jeune, donc moins impactée. Mais il est trop tôt pour dire que l'Afrique est complètement sortie d'affaire, car il se peut que la pandémie s'y propage davantage durant les jours à venir, dans le pire scénario. Ce sera une catastrophe et le monde entier sera concerné par ses retombées, déjà que la situation n'est pas reluisante. Alors que la riposte mondiale contre la maladie s'organise, de nombreux observateurs voient en cette crise une occasion pour l'Afrique d'adopter de nouveaux paradigmes, pour enfin lancer la dynamique de son développement. L'Afrique retiendra déjà des leçons importantes que le nouveau coronavirus peut lui servir d'enseignement.

Cette réflexion s'attarde sur les défis de la crise de la gouvernance mondiale et nous permettra de dégager les leçons à tirer de cette crise pour l'Afrique. Toutefois, il sera de bon aloi de ressortir les origines de la pandémie, sa propagation, et ses effets. Ainsi, cette réflexion comporte six points. Le premier point retrace les origines du Covid-19 et sa propagation. Le deuxième point dégage les effets du covid-19. Le troisième point analyse l'impuissance des Etats face au covid-19. Le quatrième pour sa part dégage les défis de la gouvernance mondiale durant la période du covid-19. Le cinquième point présente le covid-19 face au paradoxe en Afrique. Le sixième point présente enfin les leçons² à tirer de la pandémie covid-19 pour l'Afrique.

2 LE COVID-19: ORIGINE ET PROPAGATION DE LA PANDÉMIE

Le nouveau coronavirus SARS-Cov2 à l'origine de la maladie Covid-19 a été découvert pour la première fois en Chine, dans la ville de Wuhan. Les coronavirus sont une famille de virus affectant principalement les animaux. Certains infectent l'homme et occasionnent le plus souvent des rhumes, l'anosmie (perte d'odorat et de goût) et des syndromes grippaux bénins. Des scientifiques affirment qu'il ressemble beaucoup à des coronavirus prélevés sur des chauves-souris. La chauve-souris serait probablement l'animal réservoir du virus.

Toutefois, le virus retrouvé chez la chauve-souris ne peut pas se transmettre à l'homme. Le SARS-Cov2 aurait été transmis à l'homme par l'intermédiaire d'un autre animal également porteur d'un coronavirus ayant une forte parenté génétique avec le SARS-Cov2. Il s'agit du pangolin, un petit mammifère menacé d'extinction dont la chair, les os, les écailles et les organes sont utilisés dans la médecine traditionnelle chinoise. Des recherches sont en cours en Chine pour confirmer cette hypothèse.

La piste animale est donc la plus probable pour le moment car les premières personnes ayant contracté le Covid-19 en décembre 2019 s'étaient rendues dans un marché de Wuhan (épicerie de l'épidémie) où étaient vendue la viande des animaux parmi lesquels des mammifères sauvages. Fin janvier 2020, la Chine a décidé d'interdire temporairement le commerce de viande d'animaux sauvages afin d'enrayer l'épidémie.

En marge de cette réflexion autour de l'origine animale de ce fléau, les recherches relatives au médicament ou à un vaccin éventuel pourraient exploiter la configuration anatomique des espèces animales incriminées ou alors dans leur biotope (c'est-à-dire leur milieu physique) dans la recherche du médicament ou d'un vaccin éventuel. En effet, si ces espèces animales peuvent être à l'origine de la destruction humaine sans être elles-mêmes affectées, ce qu'elles portent en elles-mêmes des antidotes qui les protègent à moins que l'antidote ne soit caché dans son environnement naturel.

Les pistes exploitées en Afrique à la recherche des médicaments se sont orientées dans les vertus que procurent les plantes médicinales. Les reproches que l'on peut formuler à cette approche est le manque de rationalisation et l'application directe sans passer par des laboratoires.

Il existe une autre hypothèse sur l'origine de la pandémie qui responsabilise une manipulation de laboratoire soit de manière intentionnelle « à prouver », soit par inadvertance c'est-à-dire non intentionnelle. Ici, on peut penser à certaines pistes de position des Chefs d'Etat notamment le président des Etats Unis d'Amérique.

Qu'elle soit d'origine animale ou de laboratoires à partir du foyer d'expansion (Wuhan), les résultats affectent le monde entier et sans doute l'histoire universelle. Quelles peuvent être des leçons à tirer d'une façon générale ? La catastrophe est encore loin d'être maîtrisée pour tirer des leçons solides. Mais tout au moins, tout le monde-petit ou grand-devrait être prudent dans les faits et gestes que nous assumons dès lors qu'ils peuvent avoir des effets multiplicateurs imprévisibles. Ici, les débats sont ouverts et permis à tous y compris ceux qui mettent en scène des facteurs métaphysiques ou existentiels. On pourrait évoquer deux références parmi tant d'autres. Primo, la déchéance de l'humanité d'après le monde biblique aurait pour origine le péché qualifié d'originel vis-à-vis de l'Être Suprême. Ce péché était-il assumé de manière intentionnel ou, au

² Les leçons sont tirées à partir des textes constitutionnels qui fixent le début et la fin de l'Etat d'urgence en général dans presque tous les pays du monde et non pas à partir de la réalité de la pandémie sur le terrain car la maladie fait toujours son chemin.

prix d'une cupidité ou par naïveté de la créature humaine ? Secundo, sans entrer dans les détails de l'évènement, on sait que c'est à partir des recherches de laboratoire que des armes qualifiées de destruction massive ont été fabriquées. Parmi ces armes, nous pouvons retenir la bombe atomique qui, on le sait, a mis fin à la deuxième guerre mondiale dont les effets néfastes restent toujours d'actualité.

Le Covid-19 touche désormais la quasi-totalité des pays du monde. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a qualifié l'épidémie de Covid-19 de "pandémie", le 11 mars 2020, en raison du "niveau alarmant" et de la "sévérité" de la propagation du virus dans le monde entier. Jusqu'alors, on parlait d'épidémie, qui se caractérise par une augmentation soudaine du nombre de cas d'une maladie chez des personnes non immunisées dans une région donnée (celle-ci peut regrouper plusieurs pays).

L'objectif pour les pays touchés a été de limiter autant que possible la propagation du virus grâce à plusieurs mesures:

- La mise en quarantaine des personnes contaminées et celles qui ont côtoyé des personnes infectées.
- L'interdiction des grands rassemblements de personnes.
- La fermeture de certaines activités qui touchent le commerce, les églises et lieux de culte, les écoles, les crèches, le sport et loisirs, ...
- L'arrêt du trafic en provenance des pays ou régions où circule activement le virus.
- L'application de règles d'hygiène pour se protéger du virus (se laver les mains très régulièrement, ne plus faire la bise et serrer la main, tousser et éternuer dans son coude, utiliser des mouchoirs à usage unique, porter un masque pour se protéger et protéger les autres, ...).

Ces mesures telles qu'elles sont formulées appellent un certain nombre d'observations particulièrement en ce qui concerne les églises et les lieux de culte ainsi que les écoles et les établissements d'enseignement.

En effet, en ce qui concerne l'évènement lié à la pandémie, on ne devrait pas occulter le (ou les) discours adressé (s) à la masse. Sur ce sujet, tout au moins en ce qui concerne les établissements d'enseignement supérieur, il existe des structures dont la vocation consiste précisément à adopter et à adapter des formes de langages appropriés. On pourrait penser à un langage véhiculé par la psychologie des groupes à travers le département de psychologie ou de sociologie et anthropologie et beaucoup plus précisément les sciences de l'information et de la communication (SIC). L'apport de ces structures, tout au moins en termes de stratégies, pouvait être indéniable et nécessiterait moins de frais à débloquer dans la formation du personnel sensibilisateur accompagnant le personnel sanitaire.

De toute évidence les étudiants des facultés de médecine, santé publique, de l'Institut Supérieur des Techniques Médicales (ISTM) pouvaient être d'une grande utilité et pour eux-mêmes et pour l'environnement si les décideurs commis à la gestion de la pandémie avaient sollicité leur implication.

La fermeture des établissements d'enseignement supérieur et technique a bloqué la réflexion et les recherches à travers les centres de recherches alors que ces derniers devaient jouer un rôle prépondérant dans la maîtrise des voies de sortie de la pandémie.

La mesure portant fermeture des activités liées aux églises et aux écoles n'a pas été totalement rationnelle lorsqu'on pense au marché public et au commerce en général de petites et grandes surfaces qui n'ont pas été frappées par le confinement de manière aussi générale qu'il n'a été comparativement à d'autres secteurs d'activités tel qu'évoqués ci-dessus.

Parmi les acteurs liés à la pandémie et aux différentes mesures d'encadrement, on ne peut s'empêcher de retenir un acteur apparemment invisible mais qui, aux yeux de beaucoup, passe être le dernier recours. Il s'agit de Dieu à qui, de façon sublime, beaucoup d'hommes d'Etat ont pensé dans les divers messages de réconfort adressés à la population. Or curieusement les Eglises et lieux de culte en général qui sont les lieux privilégiés de rencontre entre les fidèles avec l'Être Suprême, ont été frappés de façon particulière et explicite au point que la fin de l'état d'urgence et la reprise progressive des activités susvisées ont concerné en tout dernier lieu ces églises et lieux de culte. Des dispositions pouvaient être prises pour organiser les cultes par quartier en exploitant les espaces ouverts tels que les stades et d'autres espaces qu'on pouvait aménager pour le besoin de la cause en respectant les mesures barrières.

Le fait qu'on ait invité le fidèle à suivre le message de Dieu à travers les médias ne rencontre pas tout à fait le vécu quotidien des masses, particulièrement rurales chez qui la technologie médiatisée n'est pas vulgarisée à grande échelle.

De la sorte, il y a un degré de déficit dans la gestion de la dévotion africaine vis-à-vis du Sacré. Et cela avec le risque de créer une frustration de ce qu'on a coutume d'appeler les « hommes de Dieu ».

3 LES EFFETS DU COVID-19

Le Covid-19 a engendré d'importantes conséquences économiques, sociales et environnementales à travers le monde.

3.1 CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES

Sur le plan économique, le monde entier subit de plein fouet les conséquences économiques des mesures prises pour lutter contre le Covid-19, responsable de milliers de morts dans le monde. En France par exemple, où un confinement strict de plus de deux mois a été mis en place, la dette devrait atteindre 120% du PIB (contre 98% l'an dernier). Mais même dans les pays où les mesures de confinement ont été relativement légères, les conséquences économiques et sociales sont importantes. La pandémie de coronavirus a provoqué « la récession économique la plus grave jamais observée depuis près d'un siècle », ainsi que l'atteste le rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques, (OCDE) du 10 juin 2020³. C'est notamment dans la zone euro que le recul devrait être le plus important. Dans le monde entier, la pandémie de coronavirus a provoqué une crise économique brutale. La fermeture des frontières, suivie du confinement a marqué un coup d'arrêt du commerce international, et ralenti les activités économiques dans chaque pays touché d'une manière ou d'une autre par l'épidémie. Pour l'après-crise sanitaire, tous les indicateurs économiques sont au rouge.

3.2 CONSÉQUENCES SOCIALES

Sur le plan social, le confinement a contraint les différents pays à fermer les écoles, ce qui signifie que les enfants restent à la maison avec toutes les conséquences liées à leur encadrement et notamment le vagabondage, la promiscuité sexuelle,... Pour les familles moins nanties, cela pose un problème sérieux des moyens de subsistance. Pour les enfants, ils sont privés des activités récréatives entre autres le cinéma, le sport, la musique, le théâtre, etc. Au niveau professionnel, la pandémie en a fait des victimes. Elle conduit à l'arrêt des activités dans certaines entreprises entraînant ainsi des congés techniques forcés, des licenciements brusques, autrement dit une augmentation exponentielle de chômeurs.

Par ailleurs, les décès enregistrés ont fait subir de pertes énormes de compétences qu'on ne peut pas remplacer de si tôt, ce qui compromet l'avenir de certaines activités, dans divers secteurs: les universités, les entreprises, etc.

A cet effet, il s'avère que les conséquences sociales de la pandémie touchent aussi durement les femmes. À l'échelle mondiale, celles-ci représentent 70% des travailleurs du secteur de la santé et des services sociaux, et assument trois fois plus de tâches domestiques que les hommes. La majorité des agents de santé étant des femmes, ce sont elles qui sont exposées aux plus hauts risques. La plupart d'entre elles sont également mères et s'occupent de membres de leur famille. La charge des responsabilités familiales, déjà disproportionnée en temps normal, continue de reposer sur elles. Les femmes se trouvent donc dans un état de stress considérable. En outre, la majorité des femmes travaillent dans l'économie informelle, ce qui signifie que leur revenu est précaire et qu'elles bénéficient d'une assurance maladie généralement inadaptée, voire inexistante. Sachant qu'elles ne sont souvent pas éligibles aux mesures de renflouements, elles ne sont pas aidées sur le plan financier. Il ne s'agit pas là seulement d'un problème sanitaire pour de nombreuses femmes, nous sommes au cœur de la question de l'égalité des sexes.

3.3 CONSÉQUENCES ENVIRONNEMENTALES

Sur le plan environnemental, on a pu observer les effets du confinement sur l'environnement. L'activité économique mondiale étant ralentie, les flux routiers et aériens ont fortement baissé, influençant ainsi les émissions de CO₂ mondiales. Les effets sont d'une part positifs et d'autre part négatifs.

Positivement, nous pouvons noter:

- a) **L'amélioration de la qualité de l'air:** à l'échelle mondiale d'abord, une étude publiée dans Nature Climate Change avance que la pandémie aurait entraîné une baisse de 9% des émissions de CO₂ (entre le 1er janvier et le 30 avril 2020). En Chine, les scientifiques de la Nasa ont observé une diminution de 10 à 30% des émissions de dioxyde d'azote dans la région de Wuhan, entre le 1er janvier et le 25 février 2020. Ainsi, selon le chercheur François Gemenne, membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) la diminution de la pollution atmosphérique aura épargné plus de vies

³ Lire à ce propos le rapport de l'OCDE publié le 10 juin 2020.

que le virus n'en aura coûté. En France et ailleurs, le confinement a entraîné une nette amélioration de la qualité de l'air, aussi bien en zone urbaine que rurale. En Ile-de-France, par exemple, la circulation a baissé de 90% avec pour conséquence directe une amélioration de la qualité de l'air de l'ordre de 20 à 30%. Mais ce sont les régions Occitanie et Pays de Loire qui détiennent le record, avec une baisse de 70% des concentrations de NO₂⁴.

b) La réduction de la pollution sonore: celle-ci est majoritairement dûe à la forte réduction des flux aériens et routiers. L'organisme Bruitparif, chargé de mesurer la pollution sonore en Ile-de-France, estime que le niveau de bruit près de certaines voies à Paris intra-muros a chuté jusqu'à 90%. En plus de signifier un confort pour les populations, cette baisse est également bénéfique pour la faune. En effet, la pollution sonore réduit la portée acoustique des animaux, pourtant nécessaire à la recherche de nourriture et de partenaire sexuel, indispensable à la survie des espèces. Enfin, le confinement a également eu pour effet de permettre à de nombreuses espèces d'évoluer plus librement dans leur environnement. Dans le parc national des Calanques, dauphins, puffins, hérons et fous de bassan ont été observés à de nombreuses reprises. Des dauphins ont également été aperçus dans le port de Sardaigne et les Canaux de Venise. La Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) tient cependant à rappeler qu'il ne s'agit pas d'une dynamique de re-ensauvagement des espaces. En effet, même si ces phénomènes se sont multipliés, la population était plus susceptible de les observer dans le cadre du confinement⁵.

Néanmoins, l'on a constaté que le confinement a également entraîné certains effets néfastes. Citons entre autres:

a) La hausse considérable de l'utilisation d'internet. En Italie par exemple, Telecom Italia a constaté une augmentation de 70% du trafic internet suite à la fermeture des écoles, des entreprises qui recourent au télétravail, car, les mesures de confinement imposées par le Covid-19 rendent de fait obligatoire le recours au télétravail et autres activités. En France, le trafic a augmenté de plus de 50% dès les premiers jours du confinement. Internet étant gourmand en énergie et serveurs, cette hausse a provoqué une augmentation des émissions de CO₂ du secteur numérique.

b) L'accroissement de mauvaises pratiques autour de la fin de vie des masques jetables de protection. En effet, on observe de plus en plus de masques jetés sur les trottoirs, sur les plages, etc. L'association « Opération mer propre » a effectué en mai 2020 une sortie à Golfe-Juan, dans les Alpes-Maritimes, et a dénombré une quantité impressionnante de gants et masques jetables. Or, on estime que ces masques mettent près de 400 ans pour se décomposer entièrement.

c) L'occultation des sujets environnementaux de l'actualité. Celle-ci a en effet été entièrement dédiée à la pandémie. Les sujets de court terme ont ainsi pris le pas sur les sujets de plus long terme tel que le réchauffement climatique. C'est cette temporalité qui peut se révéler dangereuse pour l'écologie: les sujets urgents et de court-terme sont toujours traités en priorité. Si cela paraît logique, surtout dans le cas d'une pandémie, cela menace les sujets écologiques qui, malgré l'appellation « d'urgence climatique », sont relégués au second plan. Les difficultés économiques qui feront suite à cette crise sanitaire ne devront pas éclipser les timides avancées qui ont émergé durant le confinement: promotion de l'agriculture locale, de la production Made in France, des commerces régionaux, etc. Cette crise pourrait constituer un déclic et participer à un changement de paradigme en France, plaçant alors la transition écologique au premier plan⁶.

Par ailleurs, depuis l'essor de la mondialisation, le monde est devenu un petit village planétaire où les gens peuvent facilement interagir les uns avec les autres sans se heurter à de sérieux obstacles. Cela est devenu à la fois bénéfique et nuisible pour la sphère sociale, politique et économique en ce qui concerne le bien-être des gens⁷.

Autrement dit, malgré la libre circulation des personnes, des biens et des services qu'entraîne la mondialisation, qui stimule le développement socio-économique, elle est également devenue une source de propagation des maladies. En conséquence, en raison du facteur de développement technologique de la mondialisation, une épidémie telle que celle de covid-19 s'est transformée en une maladie pandémique majeure qui a touché plus d'un million de personnes dans le monde entier, indépendamment de leurs différences de localisation géographique.

⁴ Le NO₂ est un composé chimique de dioxyde d'azote. Il s'agit d'un gaz brun-rouge toxique suffocant à l'odeur âcre et piquante caractéristique. Il constitue le polluant majeur de l'atmosphère terrestre. Il est notamment produit par les moteurs à combustion interne et les centrales thermiques.

⁵ Alterea Charline Garnier, « Covid-19 : Les conséquences environnementales du confinement ».

Disponible en ligne sur <https://www.construction51.org>, consulté le 15 Avril 2020 à 10 heures 30 minutes.

⁶ Alterea Charline Garnier, Art.Cit.

⁷ Seleman Yusuph Kitenge, « Mondialisation et COVID-19 : Quel est l'impact sur l'économie africaine ? ».

in <https://www.un.org/africarenewal/fr/derniere-heure/mondialisation-et-covid-19-quel-est-limpact-sur-leconomie-africaine>, consulté le 15 Avril 2020 à 10 heures 30 minutes.

La raison en est simplement que le progrès technologique, qui est l'une des principales forces de la mondialisation, a permis aux gens de voyager plus facilement par terre, par mer et même par air d'un endroit à un autre sans rencontrer d'obstacles. Dans ce cas, si ces personnes ont été en contact avec la maladie comme covid-19 dans la ville ou le pays (A), elles peuvent facilement la transmettre à la ville ou au pays (B) qui n'a pas connu d'infections si des mesures sanitaires appropriées ne sont pas mises en place pour empêcher la propagation au grand public.

Dans le contexte de l'Afrique en particulier, l'OMS a indiqué que la région comptait 7647 cas confirmés et 326 décès dus à la maladie de coronavirus 2019 (COVID-19) au 8 avril 2020 et en août 2020 251408 cas confirmés et 6763 cas de décès. Par conséquent, puisque le remède n'a pas encore été trouvé, ces chiffres devraient augmenter de jour en jour jusqu'à ce que la propagation du COVID-19 soit totalement contenue en Afrique et dans d'autres parties du monde.

Cependant, les mesures utilisées dans le processus d'endiguement de la transmission de la maladie depuis qu'elle a été annoncée comme une pandémie mondiale par l'OMS et que le premier cas a été enregistré à ce jour sur le continent africain, sont susceptibles de créer des chocs économiques majeurs résultant du retard de secteurs économiques clés tels que le tourisme, le transport aérien, les industries manufacturières et le commerce.

Selon l'Institut Brookings⁸, l'Afrique est la dernière frontière du monde dans la lutte contre l'extrême pauvreté où un Africain sur trois (422 millions de personnes) vit en dessous du seuil de pauvreté mondial. Par conséquent, ce fait signifie que l'écart entre riches et pauvres est plus important sur le continent, où les conséquences du covid-19 dans les secteurs économiques feront reculer les efforts visant à réduire l'écart de revenus plutôt que de les faire progresser et augmenteront le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté mondial.

Ce fait est confirmé par le Programme des Nations Unies pour le développement PNUD⁹ qui a déclaré que la crise du covid-19 menace de frapper de manière disproportionnée les pays en développement (les pertes de revenus devraient dépasser les 220 milliards de dollars et près de la moitié des emplois en Afrique pourraient être perdus).

Par conséquent, des mesures telles que le verrouillage national et de nombreuses mesures d'atténuation strictes prises par les gouvernements à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afrique pour limiter les rassemblements et la mobilité des personnes afin d'enrayer la propagation du virus, auront des conséquences graves sur la production de biens, la fourniture de services et les activités commerciales. En conséquence, la plupart des pays du continent seront touchés économiquement par la paralysie de secteurs économiques essentiels.

Alors que d'autres régions du monde ont déjà commencé à subir les chocs socio-économiques, l'Afrique, qui compte moins de cas enregistrés que les autres continents, devrait également subir le même sort si cette maladie contagieuse n'est pas entièrement gérée à temps pour permettre aux pays de reprendre des activités économiques normales.

Le fait d'avoir moins de cas confirmés de covid-19 par rapport à d'autres régions ne signifie pas que l'Afrique est hors de danger face à la maladie elle-même et à ses conséquences, notamment les chocs économiques. La Commission Economique pour l'Afrique (CEA) prévoit que le nouveau coup porté par le coronavirus à la croissance économique devrait passer de 3,2 % à 1,8 %. Selon la secrétaire exécutive de la CEA, Vera Songwe, l'interconnexion du continent avec les économies affectées de l'Union européenne, de la Chine et des États-Unis a eu des effets d'entraînement.

Elle a réitéré que le continent aurait besoin de 10,6 milliards de dollars d'augmentation imprévue des dépenses de santé pour freiner la propagation du virus, alors que d'autre part, les pertes de revenus pourraient conduire à une dette insoutenable. Les augmentations non budgétisées des dépenses de santé risquent de perturber les autres activités de développement prévues en raison de la réaffectation des fonds pour lutter contre la pandémie. En conséquence, cette mesure pourrait nuire gravement à la croissance économique et rendre presque impossible l'effort visant à mettre fin à l'extrême pauvreté.

Selon la CEA¹⁰, le COVID-19 pourrait faire chuter les recettes d'exportation de combustibles de l'Afrique à environ 101 milliards de dollars en 2020. La CEA ajoute que les envois de fonds et le tourisme sont également touchés, car le virus continue de se propager dans le monde entier, ce qui entraîne une diminution des flux d'Investissements Directs Etrangers (IDE), une

⁸ Informations tirées de l'Institut Brookings disponible en ligne sur <https://www.brookings.edu/coronavirus-covid-19-guidance/>, consulté le 18 juillet 20, à 16 heures 30 minutes.

⁹ Lire à ce propos « Perspectives de développement humain COVID-19 : évaluer l'impact, envisager la reprise », en ligne sur <http://hdr.undp.org/en/hdp-covid>, consulté le 18 juillet 20, à 16 heures 30 minutes.

¹⁰ CEA, Le Rapport, COVID-19 : Protéger les vies et les économies africaines, du 17 Avril 2020 en ligne sur <https://www.uneca.org/eca-covid-19-response>, consulté le 18 juillet 20, à 16 heures 30 minutes.

fuite des capitaux, un resserrement du marché financier intérieur et un ralentissement des investissements - donc des pertes d'emplois.

En particulier, le chômage est déjà une préoccupation majeure dans les pays africains car les secteurs public et privé ne produisent pas d'emplois adéquats pour couvrir la majorité de la population, en particulier les nouveaux diplômés. La plupart des gens sont donc contraints de créer des emplois alternatifs pour eux-mêmes en créant de petites entreprises et en s'engageant dans des activités agricoles par exemple.

Par conséquent, si elles sont contraintes de fermer leurs portes en raison de la maladie de coronavirus 2019, les pertes d'emplois risquent de s'aggraver. D'autre part, la plupart des Africains qui vivent en milieu rural dépendent des activités agricoles pour leur subsistance. Dans ce même sens, si ces agriculteurs majoritaires, petits, moyens et grands, ainsi que leurs ouvriers, cessent leurs activités, cela signifie une nouvelle vague de pertes d'emplois dans le secteur agricole qui emploie la plupart des Africains.

Statistiquement, McKinsey & Company¹¹ décrit que plus de 60 % des populations d'Afrique subsaharienne sont des petits exploitants agricoles et qu'environ 23 % du PIB de la région provient de l'agriculture. On peut dire que l'arrêt des activités agricoles en raison de la pandémie de covid-19 signifie la perte de 60 % des emplois des personnes impliquées dans le secteur dans la région de l'Afrique subsaharienne. De plus, les exploitations agricoles non gérées risquent de produire moins de récoltes que d'habitude, ce qui entraînera une baisse du PIB affecté par la diminution de la production dans le secteur agricole si la crise n'est pas maîtrisée suffisamment tôt.

Ces répercussions dans des secteurs économiques clés de l'Afrique auront de graves conséquences sur la prospérité de ses habitants et entraveront les efforts visant à réaliser respectivement le plan de développement continental (l'Agenda 2063) et le plan de développement mondial (l'Agenda 2030).

Toutefois, la CEA conseille aux gouvernements africains de revoir et de réviser leurs budgets afin de redéfinir les priorités des dépenses en vue d'atténuer les effets négatifs attendus du covid-19 sur leurs économies. Cela signifie que si l'Afrique joue correctement sa carte, la chance de sauver son économie des conséquences de la maladie à coronavirus 2019 est toujours possible¹².

4 IMPUISSANCE DES ETATS

Le virus Corona a laissé l'humanité désarmée et impuissante à y faire face. Les Etats y ont réagi en rangs dispersés, sans aucune coordination, et les Organisations internationales se sont limitées à alerter les Etats et à les inciter à prendre les mesures nécessaires pour faire face à la pandémie. Si le Secrétaire général de l'ONU a été parmi les premiers à "déclarer la guerre" à ce virus, le Conseil de Sécurité a brillé par son absence, alors qu'auparavant, il avait adopté des résolutions qualifiant le VIH et Ebola de menaces à la paix et à la sécurité internationales. Cette crise rappelle la nécessité de renforcer l'Organisation Mondiale de la Santé afin de riposter efficacement aux crises en matière de santé globale¹³.

Depuis l'éruption de ce fléau, l'essentiel des prises de position de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a consisté en des déclarations du Secrétaire général relayant les mesures de l'OMS et appelant les États à redoubler d'efforts, à coordonner leurs actions et à faire preuve de responsabilité vis-à-vis de leurs citoyens et de solidarité à l'égard des autres Etats.

Cependant, le covid-19 ne semble pas avoir provoqué le déclic souhaité parmi les membres du Conseil de Sécurité pour le qualifier de "menace à la paix et à la sécurité internationales" et rendre contraignante la coopération des Etats en matière de lutte contre les effets potentiellement dévastateurs de la pandémie.

¹¹ McKinsey & Company est une société de conseil auprès des directions générales. En 2020, McKinsey a été porté à la première position du classement Vault des cinquante meilleurs cabinets de conseil mondiaux, et a été jugé l'employeur post-MBA le plus attrayant par les diplômés des dix programmes MBA les plus sélectifs.

¹² Seleman Yusuph Kitenge, « Mondialisation et COVID-19 : Quel est l'impact sur l'économie africaine ? ».

in <https://www.un.org/africarenewal/fr/derniere-heure/mondialisation-et-covid-19-quel-est-limpact-sur-leconomie-africaine>, consulté le 15 Avril 2020 à 10 heures 30 minutes.

¹³ Mohammed Loulichki, « le covid-19, une menace à la paix et à la sécurité internationales ? », in *Policy Center for the New South*, Mars 2020, pp.1-7.

Pourtant, la corrélation Santé-Paix est bien établie dans les textes constitutifs des Organisations internationales et dans leurs productions juridiques. C'est ainsi que l'OMS souligne dès le préambule de son acte fondateur que « la santé de tous les peuples est fondamentale pour la réalisation de la paix et de la sécurité; elle dépend de la pleine coopération des individus et des États »¹⁴. Ce lien a été confirmé par l'Assemblée mondiale de la santé dans une résolution, adoptée en 1962, dans laquelle elle a réaffirmé que "l'amélioration de la santé dans le monde contribuerait de manière importante à la paix", tout en ajoutant que " la paix à son tour était une condition essentielle pour la préservation et l'amélioration de la santé des personnes dans le monde"¹⁵.

Cette interdépendance entre le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la protection de la santé publique est clairement reflétée dans l'article 55 de la Charte de l'ONU qui indique que l'Organisation « favorise la solution des problèmes internationaux dans les domaines économique, social, de la santé publique et autres problèmes connexes ».

L'intervention éventuelle du Conseil de Sécurité pose au préalable la question de savoir si la crise en cours constitue ou non une menace à la paix et à la sécurité internationales. Or, en l'absence d'une définition de source conventionnelle, coutumière ou jurisprudentielle de cette expression mentionnée à l'article 39 de la Charte, ou de critères pouvant aider à l'identifier, la notion de "maintien de la paix et de la sécurité internationales s'est développée au gré des situations et de la volonté des membres permanents du Conseil de Sécurité de consentir au cas par cas à l'extension du champ d'application de cette notion.

C'est ainsi que l'acheminement de l'aide humanitaire concerté par l'action militaire, l'aide au retour de la démocratie dans certains pays, le règlement des questions juridiques (telles que la création des tribunaux pénaux internationaux) sont effectués de manière arbitraire par le Conseil en tant que résultat de l'élargissement de la notion de menace contre la paix.¹⁶ Il en va de même en ce qui concerne la problématique du changement climatique examinée par l'organe exécutif onusien depuis 2007.

5 LE COVID-19 ET LES DÉFIS DE LA GOUVERNANCE MONDIALE

La crise de la gouvernance mondiale se révèle à ce niveau d'autant plus que plusieurs pays ont prouvé qu'ils aimeraient qu'il y ait moins de multilatéralisme. Cela est évidemment en contradiction avec la leçon qu'il faudrait tirer de cette pandémie, en l'occurrence qu'il n'y a pas vraiment de frontières, surtout pas dans ce genre de dossiers. Dans la santé et dans bien d'autres domaines, il nous faut des réponses globales au niveau international. On voit que les réponses purement nationales faites par beaucoup d'Etats et la volonté de Donald Trump de détruire le système multilatéral ont plutôt aggravé la crise sanitaire au lieu d'aider à la résoudre. Le pire c'est de couper les crédits à l'OMS en pleine pandémie mondiale. C'est comme si on coupait les moyens des pompiers en plein incendie juste parce qu'on n'est pas content de la gestion de leur caserne. Par exemple, Bill Gates, qu'on ne peut pas soupçonner d'être un cryptocommuniste ou un partisan effréné du régime chinois, a contredit Trump en disant que l'OMS avait bien rempli son rôle. Il a d'ailleurs mis une partie de sa fortune personnelle au service de l'Organisation pour notamment compenser un peu les crédits coupés par les Etats-Unis etc.¹⁷ On pouvait penser que les grandes organisations internationales ou les grands pays industrialisés, G8 à titre illustratif, pouvaient mettre les mains à la patte et trouver une solution à la crise créée par le Covid-19. Au contraire chaque pays a dû fermer ses frontières, même au sein de l'Union Européenne.

- **La politique de bouc émissaire de Trump**

Critiqué pour sa gestion des crises sanitaire et économique qui ravagent son pays, le président en campagne pour sa réélection multiplie les invectives et les accusations contre la Chine pour détourner l'attention, au risque de l'escalade.

Donald Trump ne cesse de hausser le ton à l'égard de la Chine, au risque d'alimenter de dangereuses tensions internationales. Il est allé jusqu'à accuser Pékin d'avoir sciemment laissé échapper le Covid-19 d'un laboratoire de Wuhan pour affaiblir les États-Unis et le monde occidental. De multiples études scientifiques invalident désormais formellement cette thèse.

¹⁴ La Constitution de l'OMS qui a été adoptée par la Conférence internationale de la Santé, tenue à New York du 19 juin au 22 juillet 1946, signée par les représentants de 61 États le 22 juillet 1946 et est entrée en vigueur le 7 avril 1948.

¹⁵ Quinzième Assemblée mondiale de la Santé, Genève, 8 - 25 mai 1962.

¹⁶ Mohammed Loulichki, Art.Cit, pp.1-7.

¹⁷ « La pandémie de Covid-19 révèle la crise de la gouvernance mondiale » Interview de Pascal Boniface - El Watan en ligne sur <https://www.iris-france.org/147045-la-pandemie-de-covid-19-revele-la-crise-de-la-gouvernance-mondiale/>, consulté le 18 juillet 2020, à 17 heures 03 minutes.

Mais qu'importe, le locataire de la Maison-Blanche et son secrétaire d'État, Mike Pompeo, insistent. Quoiqu'il en soit de l'origine du virus, « l'épidémie, martèle désormais Trump, aurait dû être arrêtée à la source qui était la Chine, mais ça n'a pas été le cas ». Le recours à l'agitation du « complot contre l'Amérique », un standard de l'extrême droite populiste états-unienne qui inspira le fameux écrivain Philip Roth, est actionné pour trouver un bouc émissaire aux menaces que fait peser la gestion de la crise par l'administration Trump sur la vie et l'emploi des citoyens des États-Unis.

Pékin est montré du doigt dans un pays qui déplore dans la pandémie aujourd'hui plus au moins 160 000 victimes, quelque 1,3 million d'infections avérées et qui compte plus de 30 millions de chômeurs. L'accusation doit détourner l'attention de responsabilité écrasante du président dans la gestion de la crise sanitaire et dissuader d'interroger l'incurie d'un système de santé odieusement inégalitaire.

Toujours pour justifier le fiasco qu'on observe aux États-Unis quant à la gestion de la crise du covid-19, Donald Trump retire les États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé, qu'il accuse d'être trop proche de la Chine et de mal gérer la pandémie. En pleine crise, alors que le monde entier devrait s'unir face à cet ennemi, le président du pays qui est le principal bailleur de fonds de l'OMS joue la carte de la politique arrogante, de la punition abusive et unilatérale.

6 LE COVID-19 FACE AU PARADOXE EN AFRIQUE

Le 14 février 2020, l'Afrique enregistrait en Egypte sa première victime du cas de Covid-19. Loin des prédictions des prophètes de malheur, l'Afrique n'a pas vécu le chamboulement redouté, trois mois après, mais la prudence reste de mise sur l'évolution d'une pandémie qui pourrait progresser mollement et amplement. Le continent compte, selon les statistiques de juillet 2020, un peu plus de 70.000 cas, soit 1,6% du total mondial alors qu'il représente 17% de la population mondiale. Le virus y a causé la mort de quelque 2.500 personnes. Autre motif de satisfaction, l'Afrique subsaharienne, décrite pour son système de santé peu performant, enregistre une plus faible mortalité (moins de 3% des cas, selon des estimations) de la maladie par rapport à l'Europe.

Cogitant sur la faible augmentation de l'épidémie, défiant les craintes formulées au début de l'épidémie, le monde scientifique est divisé et présente de nombreuses hypothèses, mais une grande explication s'avère plausible: **la jeunesse de la population**. Environ 60% de la population a moins de 25 ans. L'âge médian tourne autour de 19 ans. Il y a aussi une espérance de vie plus faible avec moins de personnes âgées. Donc moins de cas, et un virus moins actif. La population est en moyenne plutôt jeune sur le continent, et la proportion de plus de 65 ans est très faible (elle représente peut-être 5 % de la population en Afrique subsaharienne). Cela pourrait expliquer cette impression que l'épidémie ne flambe pas: le virus circulerait, mais les formes peu ou asymptomatiques, non détectées, seraient majoritaires. On sait en effet que les formes sévères concernent surtout les personnes âgées ou à risque, avec des comorbidités de type obésité, diabète, des problèmes cardiovasculaires. Or, même si en Afrique on considère qu'il y a une transition épidémiologique (des maladies infectieuses aux maladies chroniques) et que de plus en plus de gens développent des diabètes, des surpoids, et des pathologies cardiovasculaires, la prévalence demeure inférieure à celle des pays d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Et même si le virus a tendance à se développer, il n'aura pas assez d'opportunités de causer beaucoup de dégâts en terres de mortalité comme il a été le cas en Occident et en Amérique parce que l'Afrique est familière aux maladies tropicales. Dans bien des cas des telles maladies (qui commence par la grippe, la toux, les maux de tête...), nombre d'africains n'ignorent pas qu'au-delà des médicaments modernes qu'on se procure dans des pharmacies, on a tendance à les faire accompagner ou précéder des médicaments issus des plantes. Or, en Occident, cette idée des plantes médicinales ne passe pas. En effet, quand un européen tombe malade, son premier réflexe est d'aller tout droit vers le médecin pour se faire consulter. Des fois, cette consultation est accompagnée des examens de laboratoire. C'est ce qui est rationnel pour eux. Le médicament qu'il consomme est administré après consultation et diagnostic. L'africain connaît aussi cette procédure. Mais au-delà de ça il ne peut s'empêcher d'appuyer le médicament reçu de son médecin traitant par les plantes. Et c'est ce qui se fait aujourd'hui dans le cas du covid-19. L'Afrique doit compter sur cette opportunité dont les preuves ne sont plus à démontrer.

7 QUELLES LEÇONS POUR L'AFRIQUE ?

Avant de dégager les leçons que l'Afrique peut tirer du développement de cette pandémie, il est utile à ce niveau qu'on jette d'abord un regard sur le monde.

7.1 LEÇONS POUR LE MONDE

Le covid-19 démontre et prouve à la face du monde que notre société mondialisée au jour d'aujourd'hui est caractérisée par une profonde fragilité et ancre en nous une conviction selon laquelle, c'est seulement par une action concertée que l'on pourra venir à bout de cette pandémie et avancer.

Ainsi, c'est dans cette situation périlleuse, au fond de cette abîme abyssale de la crise sanitaire, que naît et émerge un besoin d'unité et de solidarité. Solidarité entre les États et nations, et solidarité à l'intérieur de celles-ci entre les classes sociales et les générations.

Pour Fathallah Oualalou¹⁸, le Covid-19 a mis en lumière les limites de l'ultralibéralisme et de l'individualisme. Les règles du marché ne peuvent plus, seules, diriger le monde: l'État, que l'on veut désormais protecteur, aura la mission stratégique d'en redresser les dérives qui se mesurent en termes de détérioration de l'environnement (dimension écologique), d'accentuation des inégalités (dimension sociale) et maintenant d'apparition d'épidémies (dimension sanitaire). Car, de ces dimensions dépend l'avenir de l'humanité. Xavier Ragot¹⁹, économiste français, a d'ailleurs très justement écrit que « l'essence de l'État est la survie des individus », comme en temps de guerre.

En effet, il est important de reconnaître notre commune vulnérabilité nous permettant d'engager le débat sur une gestion du monde basée sur la solidarité et la complémentarité, car tous les États, petits ou grands ont accusé des limites dans la gestion de cette crise sanitaire. Notons ici que la Russie et la Chine sont venues en aide à la France et à l'Italie. La Russie a fait de même pour les USA. C'est ici qu'il faut aussi reconnaître les limites des modes de développement prédominants. Oui au progrès, mais à un progrès solidaire. La prise de conscience de la fragilité du monde appelle en effet à plus de partage dans les rapports entre les nations. Et qui dit partage, dit protection des plus faibles, de l'Afrique notamment.

La mise en valeur de l'interdépendance entre les pays et les marchés, qui marquera donc la fin de la logique de l'égoïsme (America first) et des nationalismes/populismes, se décline en plus de coordination régionale et internationale organisée à tous les niveaux: au niveau du G2, États-Unis-Chine, entre les deux superpuissances mondiales, au niveau du G7, groupe des pays les plus développés dont fait partie l'Europe, entre les membres du P5, membres permanents du Conseil de sécurité, lequel ne s'est jamais réuni depuis la fin de la seconde guerre mondiale et au niveau du G20, créé récemment pour responsabiliser aussi les grands pays émergents. La gouvernance mondiale qui désormais intégrera, en plus du politique, de l'économique et du financier, les nouveaux pôles d'intérêt reconnus primordiaux que sont la santé, désormais perçue comme une composante majeure de la sécurité collective, l'environnement et la question de l'égalité. Et, toujours dans le respect de ces trois exigences santé, environnement et social, seule une aide massive à l'échelle planétaire pourra relancer l'économie mondiale, dévastée par les conséquences de la pandémie, à l'instar du plan Marshall qui avait permis aux pays européens ravagés par la deuxième guerre mondiale de pouvoir se reconstruire²⁰.

7.2 LEÇONS POUR L'AFRIQUE

Nombre de pays africains n'étaient pas bien préparés pour juguler l'épidémie d'Ebola, qui s'est déclarée en 2014. Et le Covid-19 représente un danger imminent, car il peut se répandre exponentiellement, y compris par porteurs asymptomatiques, alors que l'action des gouvernements africains pâtit des systèmes de soins insuffisamment développés, de moyens limités, et des contraintes économiques et spatiales qui pèsent sur l'application des mesures de distanciation sociale. Ainsi, les pays africains devraient suffisamment développer leurs systèmes de santé, promouvoir la bonne gouvernance pour une mobilisation des moyens, promouvoir les centres de recherche, développer les politiques de protection de la biodiversité.

¹⁸ Fathallah Oualalou, « Une représentation de la mondialisation : vulnérabilité et chamboulements », in *Humeur*, n°237, publié depuis 04 Mai 2020, disponible en ligne sur <http://www.ipemed.coop/fr/points-de-vue-r19/points-de-vue-c58/covid-19-une-representation-de-la-mondialisation-vulnerabilite-et-chamboulements-a3608.html>, consulté le 18 juillet 2020, à 15 heures 39 minutes.

¹⁹ Xavier Ragot, « l'essence de l'État est la survie des individus », in *Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE)*, en ligne sur <https://www.ofce.sciences-po.fr/>, consulté le 6 Août 2020, à 14 heures 30 minutes.

²⁰ Fathallah Oualalou, art.cit.

7.2.1 DÉVELOPPER LE SYSTÈME DE SANTÉ

S'il y a bien une leçon à retenir de la crise actuelle, c'est d'abord le fait que les pays africains ont encore des besoins énormes dans le secteur de la santé. Selon le Global Health Security (GHS) ²¹, plus de 60% des pays africains n'étaient pas préparés à faire face au nouveau coronavirus. Cette situation est essentiellement due aux faibles investissements effectués par les pays africains, principalement ceux de la région subsaharienne, dans le secteur de la santé. Selon l'OMS, l'Afrique est la région la moins hospitalière du monde, avec un indice de couverture sanitaire universelle (CSU) de 46% contre une moyenne mondiale de 64%. On estime également que la densité médicale du continent africain est de 12,8 médecins compétents pour 10 000 habitants, très en dessous de la moyenne mondiale qui est de 52,8 médecins compétents pour 10 000 habitants. De plus, l'analyse des données montre que, sur le continent africain, les pays qui consacrent plus de 100 \$ par habitant en dépenses de santé publique sont peu nombreux. On estime que les pays africains n'investissent en moyenne que 5 à 6% de leur produit intérieur brut (PIB) dans le secteur de la santé. A titre comparatif, c'est deux fois moins que la moyenne mondiale, pour des besoins beaucoup plus élevés.

Soixante ans après les indépendances, le système de santé des pays africains apparaît comme l'un des plus fragiles du monde. Il y a nécessité d'améliorer le système dans son ensemble pour les pays africains. Car leur premier problème de taille est le manque d'infrastructures de santé. En effet, la déclaration d'Abuja demande pourtant aux gouvernements africains à consacrer 15 % de leur budget national au secteur de la santé. Mais la promesse faite en 2001 a été peu suivie d'effets: en 2019, seuls le Rwanda et l'Afrique du Sud ont respecté leurs engagements. Ces dernières années, il y a eu des dépenses énormes dans le secteur de la santé, notamment de la part des bailleurs de fonds internationaux. Toutefois, reconnaissons que nous n'avons pas investi de la bonne manière, car on a délaissé les besoins sanitaires de base. Il faudrait améliorer le système dans son ensemble, pour avoir d'abord un socle sanitaire solide. Il faut investir et consolider les systèmes de santé en amont, plutôt que de réagir. C'est une idée à laquelle se laissent difficilement convaincre les politiques qui préfèrent agir sur le coup.

La tâche des chefs d'État africains est donc colossale. Certains pays africains à l'image du Botswana, du Burkina Faso ou du Niger l'ont compris. Ils consacrent ces dernières années une plus grande part de leur budget au secteur de la santé. La menace d'une crise sanitaire liée au nouveau coronavirus pourrait aujourd'hui inspirer d'autres États et remettre la santé au cœur des préoccupations de leurs dirigeants. Il faudra toujours continuer à plaider auprès de tous les gouvernements. Car une fois les épidémies et la crise passées, il y a une tendance à l'amnésie... jusqu'à ce que l'on soit frappé de nouveau.

Sur base de l'expérience du covid-19, tout le monde comprend que l'Afrique doit se mobiliser pour améliorer son système de santé, de sorte qu'avec la fermeture des frontières en cas d'une pandémie, on soit en mesure de trouver des soins appropriés au pays et non en dehors, considérés comme une source de gaspillage. En effet, si le système de santé est amélioré et encadré pourquoi les médecins formés par nos universités iraient-ils chercher de l'emploi en dehors du pays ? Que gagnent les pays qui, après avoir investi dans la formation de ces jeunes se voient brutalement dépouillés par le phénomène de fuite de cerveau? Les pays africains, et singulièrement la RDC, devraient sérieusement réfléchir sur cette question.

7.2.2 LA MOBILISATION DES RECETTES ET LA BONNE GOUVERNANCE

Selon la Commission Economique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), le continent affiche le plus faible ratio recettes publiques/PIB au monde. Ce ratio se chiffrait en moyenne à 24,5 % sur la période 2000-2018, soit moins que ceux des pays émergents et des pays à revenu intermédiaire d'Amérique latine (27,8 %), d'Europe (34,8 %), et de l'ensemble des économies avancées (35,9 %). Cette situation est essentiellement due à la faiblesse des recettes fiscales mobilisées par le continent, malgré les revenus importants (mais insuffisants) tirés de leurs matières premières²².

Selon la CEA²³, la faiblesse du revenu par habitant, l'étendue du secteur informel, l'importance de l'agriculture paysanne et la faiblesse de l'industrie manufacturière et des services modernes sont des facteurs affaiblissant la mobilisation fiscale sur le continent. Ceci empêche les investissements dans des secteurs prioritaires tels que les infrastructures de base, la santé, la

²¹ Information tirées de Global Health Security (GHS).

Disponible en ligne sur <https://www.medrxiv.org/content/10.1101/2020.04.25.20079186v1>, consulté le 18 juillet 20, à 18 heures 45 minutes.

²² « Cinq leçons que la Covid-19 enseigne aux Etats africains », disponible en ligne sur <https://www.agenceecofin.com/gestion-publique/2105-76828-cinq-lecons-que-la-covid-19-enseigne-aux-etats-africains>, consulté le 10 juillet-20, à 9heures 30 minutes.

²³ Information disponible sur le site de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique <https://www.uneca.org/fr>, consulté le 10 juillet-20, à 9heures 30 minutes.

sécurité alimentaire, l'éducation et l'atténuation des effets du changement climatique, dont les besoins de financement sont estimés à environ 210 milliards de dollars pour le continent, sur la période 2015-2030.

La pandémie du nouveau coronavirus a mis en évidence cette difficulté des Etats africains à répondre aux besoins de leurs populations, en raison du manque de recettes fiscales conséquentes pour préparer un plan de riposte. Alors que leurs homologues européens, américains ou asiatiques ont annoncé des plans chiffrés à plusieurs milliers de milliards de dollars pour renforcer la résilience de l'économie et venir en aide aux populations, les pays africains ont dû, encore une fois, se tourner vers le FMI et la Banque mondiale pour obtenir des prêts. De plus, un appel à l'annulation de la dette africaine a été lancé en vue de permettre au continent de dégager des ressources financières immédiates sur le terrain.

Il faut alors indiquer que cette faible mobilisation est due au fait de l'impact négatif de la corruption sur la mobilisation des recettes publiques. Un fort effet négatif de la corruption sur les recettes de l'Etat sur un échantillon de pays africains est évident.

La lutte contre le covid-19 et les futures pandémies passe par la pertinence de la bonne gouvernance, du leadership et du développement centré sur les personnes en Afrique. Le concept de gouvernance est généralement lié au pouvoir et au contrôle, en particulier à la manière d'exercer le pouvoir. La gouvernance est l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative en vue de gérer les affaires d'un pays à tous les niveaux. La « bonne gouvernance » comprend les principales composantes suivantes: la légitimité, selon laquelle le gouvernement a le consentement des gouvernés; la reddition de comptes qui assure la transparence, ce qui implique la traçabilité de fonds, le contrôle, la responsabilité et la redevabilité face aux actions menées; le respect du droit et la protection des droits humains; la compétence, qui consiste à élaborer efficacement des politiques et à assurer leur mise en œuvre et la prestation de services. La bonne gouvernance doit s'appuyer sur une bonne administration, la justice distributive, la justice indépendante et la sanction comme gage de la réussite. Cette bonne gouvernance doit ensuite être soutenue par un leadership compétent, intègre, honnête, nationaliste et patriotique. D'où l'Afrique doit penser à investir dans l'homme si elle veut gagner le pari dans le combat vers le développement. C'est grâce aux hommes responsables, soucieux de leurs pays que le combat à mener aura son véritable sens, celui de libérer l'africain.

7.2.3 FINANCER LA RECHERCHE ET L'INNOVATION

La crise du Covid-19 a révélé la capacité de création et d'innovation de nombreuses start-up africaines. Malgré l'impact attendu de la crise sur leurs activités, nombre d'entre elles ont réussi à trouver dans la pandémie une nouvelle opportunité de rebondir. Ainsi, la crise sanitaire a permis à beaucoup d'entreprises africaines de multiplier les initiatives d'e-santé²⁴ qui se révèlent de plus en plus indispensables pour permettre à tous les Africains, même ceux des milieux ruraux, d'avoir un accès aux services de soins. Les applications telles que AntiCoro (développée par un réseau de 10 start-up ivoiriennes), SOS-Covid (start-up camerounaise House innovation) ou encore le projet Dédé (société togolaise Semoa) sont des outils permettant aux populations de s'autodiagnostiquer et de connaître la procédure à suivre pour éviter les contaminations.

Très tôt, le secteur de la mode a également apporté sa contribution, en proposant des masques pas chers, efficaces et fabriqués localement par des entreprises du continent. Au Sénégal, l'Atelier 221, un collectif de créateurs de mode, a lancé le projet « *un Sénégalais un masque* » dont l'objectif est de permettre à tous les Sénégalais d'avoir des masques de protection efficaces et réutilisables. De nombreux autres créateurs de mode et artisans sur le continent ont également lancé des initiatives similaires. Ces initiatives prouvent que le secteur de la recherche et de l'innovation peut apporter une importante valeur ajoutée aux pays africains.

En réponse à la pénurie des respirateurs artificiels dans les établissements sanitaires, plusieurs pays africains ont dû miser sur leurs chercheurs et ingénieurs. Au Rwanda, de jeunes ingénieurs biomédicaux du Centre régional polytechnique intégré (CRPI) ont conçu en avril 2020 le tout premier respirateur artificiel entièrement made in Rwanda. Dans plusieurs autres pays, des initiatives de respirateurs artificiels low-cost menées par des chercheurs nationaux ont récemment fait leurs preuves. C'est le cas du dispositif Inshirah ou du projet iVENT-V1 au Maroc, ou encore des machines de la société sud-africaine EPCM Holdings, conçues pour être 10 fois moins chères, mais tout aussi efficaces que les respirateurs utilisés actuellement dans le pays.

Enfin, dans le domaine des traitements possibles contre la maladie, c'est le Covid-Organics, un remède à base de plantes fabriqué par l'Institut malgache de recherches appliquées (IMRA) qui centralise les débats. Si le projet reste encore très controversé sur la scène internationale, le gouvernement malgache semble faire preuve d'une inébranlable confiance envers

²⁴ Il s'agit de de créer des initiatives génératrices des recettes dans le domaine de la santé.

ses chercheurs, que les chiffres du bilan des cas dans le pays semblent conforter. Ces initiatives prouvent que le secteur de la recherche et de l'innovation peut apporter une importante valeur ajoutée aux pays africains, et mérite de ce fait plus d'attention et d'investissements de la part des gouvernements.

- **Le Covid-19 et la valorisation du pouvoir des plantes dans la médecine en Afrique**

Plus de 80 % de la population africaine a recours aux méthodes traditionnelles de soin. Un partenariat pharmaciens-industriels pourrait permettre d'en sécuriser la fabrication et d'en faire des médicaments à part entière. C'est ainsi qu'avec le covid-19, une question importante mérite d'être posée: Et si le savoir lié à la pharmacopée traditionnelle en Afrique pourrait enfin être valorisé ?

En ce temps de crise sanitaire liée au covid-19, plusieurs traitements à base de plantes sont proposés par la pharmacopée africaine. Parmi elles, le Covid Organics expérimenté dans la grande Ile de Madagascar, Mana covid en RDC. L'efficacité de ces "remèdes" à base de plantes n'est pas encore prouvée²⁵; la pharmacopée pose ainsi le débat sur les remèdes traditionnels dans l'espace public.

Quel est alors le rôle et la place de la médecine traditionnelle africaine dans cette lutte mondiale contre le covid-19 et particulièrement dans la communauté scientifique ? Pourrait-elle être prise plus au sérieux ? Devrait-elle être prise plus au sérieux ?

La médecine traditionnelle, même si souvent négligée par les Etats, est utilisée par une grande partie de la population africaine. Le secteur est souvent désorganisé, laissant la porte ouverte aux charlatans. Ces derniers sont d'ailleurs le principal mal dont souffre ce milieu. L'Afrique devrait repenser investir à fond dans la pharmacopée. Une attention particulière devrait être placée dans cette médecine afin que les tradi-praticiens ne se plaignent plus de ne pas être pris au sérieux par les décideurs du continent. Avant d'être écoutés et entendus dans le monde, il faut que nous-mêmes africains croyions en nous-mêmes. Lorsque nous disons nous mêmes, nous faisons allusion aux décideurs politiques, aux scientifiques, aux universités, etc.

En dehors de Covid Organics et contre vents et marrées, une thérapie prouve son efficacité en passant par l'utilisation des plantes suivantes: citronnelle, gingembre, citron, ails, eucalyptus, Mutuzo²⁶, mavi ya kuku autrement appelé Madagascar, Kikoti²⁷, Tshilwabenyi ou Lwenyi auquel on ajoute le vicks « Confo » dans une solution d'eau bouillie qu'on inhale. Pourquoi ne pas encourager la pharmacopée qui, aujourd'hui, intervient en grande partie pour éloigner le covid-19 ?

Dans la promotion de son "remède, " le président malgache a eu l'avantage de mettre les résultats des chercheurs malgaches à la portée du monde. Il est établi en effet que l'Africain n'a pas le reflexe spontané de diffuser à grande échelle les résultats de ses recherches. Et sur ce sujet, le président malgache peut mettre à son actif le produit mis au point par les chercheurs de son pays. Ce produit est désormais accessible à la science universelle qui peut en tirer positivement profit ou alors l'amender en démontrant ses limites.

A cet effet, l'OMS en tant qu'organisation mondiale reconnaît les bienfaits et les vertus de la médecine traditionnelle. Néanmoins, elle préconise à cet effet des tests cliniques probants afin de s'assurer de la fiabilité des remèdes applicable à tous.

Les visionnaires occidentaux ont prédit une catastrophe sans précédent pour l'Afrique si la maladie se propage à grande échelle étant donné la quasi inexistence des structures sanitaires appropriées. L'histoire immédiate montre que c'était aller trop vite en besogne. En effet, depuis le mois de mai 2020, période à laquelle cette maladie devrait se propager pour des raisons sans doute cliniques, il y a eu des victimes, mais pas dans la proportion prophétisée et l'occident n'a pas connu de meilleur comportement au vu des bilans enregistrés quotidiennement.

²⁵ L'OMS conditionne beaucoup d'essais cliniques avant qu'ils soient acceptés comme médicament.

²⁶ Il s'agit d'une importante plante qui a souvent des feuilles aromatiques ayant des propriétés médicinales notamment antiseptiques. Ces feuilles sont utilisées en décoction ou infusion. Cette plante est aussi utilisée dans le traitement du paludisme, gripes et d'autres cas d'infections comme l'hémorroïde, les plaies, les maux de dent etc. En RDC on l'appelle Tetradenia Riparia (Cfr <http://www.congoautrement.com>). On retrouve aussi cette plante dans beaucoup d'autres pays d'Afrique Subsaharienne. Cette plante est aussi connue sous le nom de muharavumba dans la partie orientale de la RDC et des pays directement voisins à ce dernier.

²⁷ C'est une plante médicinale qui traite des maladies de convulsions qu'on appelle en langage populaire malari ya ndeke autrement dit la maladie des oiseaux littéralement traduit.

7.2.4 DÉVELOPPER LES POLITIQUES DE PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

L'art de guérir par les plantes est connu et pratiqué en Afrique depuis longtemps, car il exploite des savoirs transmis oralement de génération en génération à certaines catégories de personnes initiées que sont les tradipraticiens et les herboristes. En Afrique, la Médecine traditionnelle, au-delà des seuls problèmes de santé, constitue une composante très importante du patrimoine culturel vivant. Ceci prouve à suffisance l'importance que revêt la biodiversité en Afrique. Consciente de cette réalité, l'Afrique aurait intérêt à développer les politiques de protection de la biodiversité pour protéger davantage l'environnement qui est aussi une mine dans le développement des nations. L'Union africaine doit également s'investir dans l'élaboration d'une réponse concertée, en incitant ses pays membres à adopter des politiques qui ne mettent pas en danger les divers atouts naturels du continent.

8 CONCLUSION

Des écrits sur l'Afrique abondent. Ces écrits posent le diagnostic en termes d'un continent malade à la suite certainement de l'œuvre de René Dumont qui avait indiqué que l'Afrique noire est mal partie. Une soixantaine d'années marquent les indépendances de cette Afrique qui devant certaines calamités ne sait peut-être pas lever la tête comme l'on observe dans certains pays occidentaux. Durant cette période, tout pays touché était préoccupé à juguler ses propres problèmes. Mais l'Afrique, au lieu de recourir à ses caisses, tend au contraire les mains aux pays occidentaux qui comme les autres pays se battent bec et ongle pour régenter cette crise sanitaire dévastatrice.

L'Afrique doit se réinventer si elle veut rompre avec la dépendance. Cette réinvention passe par le renforcement de la bonne gouvernance et des institutions fortes capables de trouver des solutions efficaces et urgentes aux problèmes importants, le renforcement et la restructuration de son système sanitaire, la modernisation, l'équipement et le financement des centres de recherche qui doivent prendre en compte les vertus de la pharmacopée africaine.

Au-delà de ses conséquences financières, économiques et politiques, la crise sanitaire liée au covid-19 vient de consacrer la rentrée en force de l'Etat comme pourvoyeur de santé, de sécurité et, parfois, de moyens de subsistance. Cet Etat oblige les citoyens à approuver un régime rigide de confinement qui restreint les libertés. Outre cela, cette situation met à nu les défaillances et les limites des Etats au niveau de leurs systèmes sanitaires.

Pour rétablir leur autorité, les États devraient miser sur l'orientation de leur politique économique pour diminuer leurs vulnérabilités et garantir leur autosuffisance, maîtriser leurs chaînes de valeurs et d'investissements à l'interne.

Cette crise fait aussi preuve de l'interdépendance entre les Etats du fait de la mondialisation et de la nécessité de réformer les mécanismes de cette dernière pour la rendre plus équitable.

Conscients qu'il y aura un avant et un après-Covid-19, nous devons aller vers une valorisation et une reconfiguration du système multilatéral, dans un sens de l'inclusivité, de la solidarité et de l'équité.

REFERENCES

- [1] Alterea Charline Garnier, « Covid-19: Les conséquences environnementales du confinement », disponible en ligne sur <https://www.construction1.org>, consulté le 15 Avril 2020 à 10 heures 30 minutes.
- [2] Seleman Yusuph Kitenge, « Mondialisation et COVID-19: Quel est l'impact sur l'économie africaine ? », in <https://www.un.org/africarenewal/fr/derniere-heure/mondialisation-et-covid-19-quel-est-limpact-sur-leconomie-africaine>, consulté le 15 Avril 2020 à 10 heures 30 minutes.
- [3] « Perspectives de développement humain COVID-19: évaluer l'impact, envisager la reprise », en ligne sur <http://hdr.undp.org/en/hdp-covid>, consulté le 18 juillet 2020, à 16 heures 30 minutes.
- [4] CEA, Le Rapport, COVID-19: Protéger les vies et les économies africaines, du 17 Avril 2020 en ligne sur <https://www.uneca.org/eca-covid-19-response>, consulté le 18 juillet 20, à 17 heures 25 minutes.
- [5] Mohammed Loulichki, « le covid-19, une menace à la paix et à la sécurité internationales ? », in Policy Center for the New South, Mars 2020.
- [6] « La pandémie de Covid-19 révèle la crise de la gouvernance mondiale » Interview de Pascal Boniface - El Watan en ligne sur <https://www.iris-france.org/147045-la-pandemie-de-covid-19-revele-la-crise-de-la-gouvernance-mondiale/>, consulté le 18 juillet 2020, à 17 heures 03 minutes.
- [7] Fathallah Oualalou, « Une représentation de la mondialisation: vulnérabilité et chamboulements », in Humeur, n°237, publié depuis 04 Mai 2020, disponible en ligne sur <http://www.ipemed.coop/fr/points-de-vue-r19/points-de-vue-c58/covid-19-une-representation-de-la-mondialisation-vulnerabilite-et-chamboulements-a3608.html>, consulté le 18 juillet 2020, à 15 heures 39 minutes.
- [8] Xavier Ragot, « L'essence de l'État est la survie des individus », in Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), en ligne sur <https://www.ofce.sciences-po.fr/>, consulté le 6 Août 2020, à 14 heures 43 minutes.
- [9] « Cinq leçons que la Covid-19 enseigne aux Etats africains », disponible en ligne sur <https://www.agencecofin.com/gestion-publique/2105-76828-cinq-lecons-que-la-covid-19-enseigne-aux-etats-africains>, consulté le 10 juillet-20, à 9heures 10 minutes.
- [10] Quinzième Assemblée mondiale de la Santé, Genève, 8 - 25 mai 1962.
- [11] Rapport de l'OCDE publié le 10 juin 2020.